

BOUIRA

Les mardis de la colère

Hier et comme chaque mardi, le siège de la wilaya de Bouira a vécu au rythme des sit-in et autres rassemblements de plusieurs catégories de citoyens venues chacune dans l'espoir de voir le wali et espérer une solution à son problème.

Ainsi, il y avait d'abord les infatigables propriétaires de fusils de chasse qui étaient encore là pour une énième fois à demander auprès du wali la restitution complète des fusils de chasse détenus par l'Etat depuis le début des années 1990. D'après leurs représentants, malgré la restitution de plus de 2 000 fusils depuis 2014 à ce jour, il reste toujours des milliers encore détenus au niveau de la 1^{re} Région militaire. Cela étant, ce mardi était également l'occasion pour les demandeurs de logements de faire leur apparition hebdomadaire dans l'espoir que le wali les reçoive pour lui exposer leurs problèmes. Parmi ces demandeurs de logements, il y a ceux qui avaient accepté en août dernier de quitter les lieux au niveau de la cité de regroupement Ainouche Hdjila après les promesses que l'ancien wali leur avait faites concernant leur relogement au plus tard dans six mois.

Aujourd'hui, ces demandeurs qui vivent dans des conditions lamentables auprès de leurs parents dans les nouveaux appartements n'en peu-

vent plus et craignent que les autorités les oublient une nouvelle fois lors des futures attributions de logements annoncées au plus tard pour avril prochain.

Par ailleurs, au niveau de la Direction de la santé et de la population, ce sont les diplômés en pharmacie qui avaient déjà organisé un rassemblement au mois de janvier dernier de récidiver ce mardi pour interpeller le directeur de wilaya sur leur situation. Selon des informations recueillies sur place, ils sont des centaines au niveau de la wilaya qui sont diplômés depuis des années à attendre des agréments pour l'ouverture de nouvelles officines pharmaceutiques sur le territoire de la wilaya. Certains accusent même les responsables de la Direction de la santé et de la population de faire dans la discrimination en favorisant certains au détriment d'autres, c'est-à-dire l'attribution d'agréments dans une opacité totale. Du côté des communes qui connaissent presque quotidiennement des mouvements de protestation



Photos : DR

citoyenne, hier, c'était au tour de l'APC d'Aïn Bessem de vivre cette colère. Des dizaines de citoyens avec pancartes et autres banderoles, se sont rassemblés devant le siège de l'APC pour dénoncer, selon eux, la marginalisation de leurs quartiers en termes d'aménagements et certains villages en termes de développement local. Cependant selon nos informations, cette action organisée au niveau d'une commune connue pour

son calme et sa stabilité, aurait un lien direct avec les élections législatives prochaines et la volonté de l'actuel P/APC de se présenter à ces élections. D'aucuns pensent que cette action est dirigée contre le maire pour le discréditer auprès de ses électeurs.

Enfin et comme pour boucler la boucle, rappelons les mouvements de protestation et de grèves cycliques qui caractérisent l'université Akli-Mohand Oulhadj de Bouira. Hier, les

étudiants de la faculté des sciences étaient à leur quatrième jour de grève. Les étudiants des départements télécommunication, ceux de l'électrotechnique et ceux du génie biomédical demandent à leur tutelle à ce qu'elle leur donne des garanties sur la reconnaissance de ces diplômes par la Fonction publique. Pour le moment et malgré les explications du doyen de cette faculté et les assurances sur le fait que le ministère aurait transmis ces diplômes à la Fonction publique pour leur reconnaissance, les nouveaux diplômés ; ceux de la promotion 2016 affirment que pour le moment, aucun concours ne les a inclus dans les listes des diplômes ouvrant droit à tel ou tel concours.

Aussi, les étudiants grévistes sont décidés à poursuivre leur action jusqu'à ce que des garanties leur soient données sur la prise en charge de leurs doléances. Cela au moment où les étudiants du département amazigh et ceux des sciences économiques qui étaient en grève la semaine dernière pour des raisons diverses et qui ont fini tous par avoir gain de cause, ont repris le chemin des amphithéâtres.

Y. Y.

TIPASA

30 000 interventions des pompiers en 2016

La cellule de communication de la Protection civile de la wilaya de Tipasa vient de rendre public le bilan de ses activités pour l'année 2016.

A ce titre, il a été révélé que le nombre d'interventions au cours de cette année a été évalué à 28 735, dont 15 000 interventions en ambulance et accompagnements, 2 868 actions au titre des accidents de la circulation et plus de 2 800 interventions dans le cadre des incendies. S'agissant des interventions en ambulance avec accompagnement, près de 13 000 malades ont été évacués, ainsi que près de 1 200 blessés et 27 décédés.

Le nombre d'accidents de la circulation est de 1 758 où l'on dénombre 1 670 blessés et 24 décédés en 2016.

La Protection civile fait état de près de 2 600 foyers d'incendies où il a été recensé 39 brûlés. Quant aux asphyxies par gaz butane ou gaz naturel, 3 interventions majeures ont permis

de sauver 17 personnes victimes d'asphyxie dont 7 femmes et 9 enfants ; il est à déplorer le décès d'un homme. Pour les cas d'incendies, 6 interventions dans le cadre des premiers secours ont permis de sauver dix personnes dont 5 hommes, 3 femmes et 2 enfants. Quant aux intoxications alimentaires, il a été signalé 2 cas d'évacuation de femmes et d'un homme.

Il faut signaler par ailleurs le cas de 2 hommes blessés par explosion et transférés à l'hôpital. Pour les premiers secours, les pompiers déclarent être intervenus pour 11 508 malades dont 5 677 hommes, 3 487 femmes et 2 344 enfants ; il est déploré le décès de 3 hommes.

Quant aux accidents de la circulation, nos sources signalent des interventions de premiers secours au profit de 1 670 blessés dont 1 132 hommes, 323 femmes et 215 enfants. Il est à noter dans ce cadre le décès de 24 personnes dont 14 hommes, 2 femmes et 8 enfants. La Protection civile signa-

le par ailleurs que le pic d'accidents se situe au niveau du mois de juillet 2016 où il est noté 225 blessés, dont 141 hommes, 48 femmes et 36 enfants ; 5 personnes sont décédées par accidents dont 2 hommes, 2 femmes et 1 enfant.

Pour les incendies, il a été signalé plus de 2 800 interventions où 39 personnes ont bénéficié des premiers secours avec transfert à l'hôpital. Toujours dans le chapitre des incendies, les pompiers signalent 235 incendies urbains, 7 incendies industriels, 73 incendies de véhicules et autres, et 253 incendies agricoles dont 263 hectares de pin d'Alep, 3 ha de liège, 7 ha de maquis, 16 ha de broussailles, 45 hectares de blé dur emballé dans des sacs, ainsi que 7 000 bottes de paille qui furent brûlées, 150 q d'orge, près de 2 000 arbustes fruitiers et 80 ruches.

Il a été signalé en outre plus de 8 000 interventions diverses, dont 51 décédés transférés vers les hôpitaux, 1 593 interventions avec les services de

sécurité dans le cadre d'accompagnements pour déplacements sanitaires, 51 décès dont des noyés évacués (46 hommes et 5 femmes).

Quant aux activités durant la période estivale 2016, il a été recensé plus de 6 millions d'estivants ayant fréquenté les 43 plages autorisées de la wilaya de Tipasa. Les pompiers ont signalé avoir sauvé d'une mort certaine plus de 4 500 estivants dont 1 834 hommes, 1 067 femmes et 1 657 enfants. Toujours dans le cadre de la saison estivale, 1 774 personnes en difficulté ont été aidées sur les différents sites, dont 630 hommes, 525 femmes et 619 enfants.

Il a été noté 9 cas de personnes décédées dont l'âge varie de 19 à 40 ans ; ces noyades sont intervenues essentiellement dans les zones rocheuses ou non surveillées. On nous a informé par ailleurs qu'un plongeur sous-marin a été repêché à la suite de son rejet pas la mer.

Houari Larbi

AÏN BEÏDA

Enfin, les feux tricolores rétablis

Après que les feux tricolores mis une première fois en service grâce à la bonne volonté d'un jeune ingénieur qui a aussi remis en l'état les feux de circulation au niveau du chef-lieu de wilaya en l'occurrence Saâdoun Moulay, un ingénieur de la Sonatrach, ceux de Aïn Beïda ont fonctionné un certain moment puis, se sont arrêtés.

Au début de cette semaine, ces feux ont repris du service, ce qui a rendu plus fluide la circulation qui est devenue suffocante notamment durant les heures de pointe et en fin de journée où il est quasi impossible d'emprunter la voie. Par ailleurs, nous avons aussi constaté de nouveaux travaux d'aménagement et d'embellissement entrepris par les responsables municipaux aux quatre sorties de la ville. Cependant, il reste à signaler le manque de civisme de certains citoyens qui n'accordent pas assez d'intérêt au problème de propreté et

d'hygiène. Il n'y a qu'à voir ces gobelets et bouteilles en plastique jonchant le sol aux abords des chaussées tout comme ces sachets d'ordures ménagères balancés un peu partout faisant fi des lieux et des

horaires de passage des collecteurs municipaux. Certes, il y a parfois négligence des communaux, mais il demeure que la responsabilité citoyenne reste entière. Des appels ont été lancés à partir des mosquées,

mais sans résultat et l'état de notre cité et des quartiers de la ville des Haracta sont devenus agressifs et insupportables à cause des odeurs nauséabondes dégagées.

Moussa Chtatha

SIDI-BEL-ABBÈS

Un centre de formation des techniciens de l'agriculture en 2018

Un nouveau centre de formation des techniciens de l'agriculture dont les travaux de réalisation sont en cours actuellement sera ouvert vers l'année 2018.

Les travaux de réalisation de ce projet qui couvre une superficie de 4,5 ha, situé pas loin de la nouvelle gare routière Sogral de Sidi-Bel-Abbès et pour lequel une enveloppe de 30 milliards de centimes a été dégagée, accuse actuellement un taux d'avan-

cement de 75%, selon nos sources. Après son ouverture, il prendra en charge la formation dans les filières en voie d'extinction malgré leur importance à l'exemple de la taille des arbres, la greffe des arbres, etc. Il accueillera 100 techniciens stagiaires par an pour une formation résidentielle. Après les cours de théorie, les stagiaires feront leur pratique dans les champs d'expérimentation qui seront aménagés à cet effet. Notons que l'ouverture d'un tel centre a beaucoup d'importance pour la région de Sidi-Bel-Abbès dont la

vocation est agricole sans oublier aussi que la stratégie de l'Algérie repose en partie sur le domaine de l'agriculture. Signalons aussi au passage que l'Ecole nationale de l'agronomie de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès dont l'ouverture était prévue en 2016-2017 n'a pas encore ouvert ses portes.

Le centre de formation des techniciens de l'agriculture qui sera livré en principe en 2018 apportera sa complémentarité dans le domaine agricole.

A. M.

SOUK AHRAS

58^e anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youcef

Sakiet Sidi Youcef, un village à la frontière algéro-tunisienne, demeurera à jamais fixé dans la mémoire collective des deux pays. La localité en question témoigne de la cruauté de l'armée coloniale française, déchaînée contre des peuples en quête de liberté. Il y a exactement 58 ans de cela, ce jour de marché, ce village, soupçonné d'être une base arrière de l'Armée de libération nationale, l'aviation française avait mobilisé ce jour-là 28 avions qui ont pilonné avec acharnement les habitations, rasant tout un village.

Ce raid avait entraîné des centaines de morts et de blessés, des civils tunisiens en majorité des femmes et des enfants. Une tentative par laquelle l'armée française essayait, d'une part de châtier le peuple tunisien, pour son soutien inaltérable à la Révolution algérienne et d'autre part, de porter un coup qui se voulait fatal à l'Armée de libération nationale à titre de représailles. Et comme chaque année, les deux peuples commémorent ces événements tragiques, où des activités et des manifestations sont organisées, en commun et séparément, pour la célébration de cet événement qui est une prouesse pour les deux peuples frères où seront présents ce mercredi 8 février le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales M. Noureddine Bedoui et le ministre des Moudjahidine Tayeb Zitouni et les walis de Souk Ahras, celui de Tébessa et les autorités civiles et militaires de la région et du côté des officiels tunisiens le ministre de l'Intérieur.

Barour Yacine